

**QUELS DISPOSITIFS
DE SOUTIEN POUR
QUELLES ENTREPRISES ?
NOUVELLES
RESTRICTIONS
SANITAIRES**



MEDEF

Ressources utiles :

- [synthèse des mesures de soutien par le ministère de l'Économie](#) ;
- [FAQ sur les mesures de soutien par le ministère de l'Économie - Mis à jour au 18 novembre 2020](#) ;
- [toutes les FAQ sur les mesures de soutien](#) ;
- [COVID-19 : les mesures de soutien pour les entreprises](#) ;
- [outil d'aide en ligne visant à répondre à toutes les interrogations des chefs d'entreprises élaboré par le ministère de l'Économie](#) ;
- [coronavirus - Les mesures utiles aux entreprises, page web de la CCI](#) ;
- [quelles aides pour les entreprises impactées par la COVID-19 ? - Bpifrance](#) ;
- [numéro spécial d'information sur les mesures d'urgence pour les entreprises et les associations en difficulté](#) ;
- [guichet unique pour les entreprises dans le plan tourisme](#).

DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA TRÉSORERIE ET DE SOUTIEN AUX FONDS PROPRES

Interlocuteur	Dispositif	Descriptif du dispositif	Entreprises concernées
PGE			
Banques	Prêt garanti par l'État (PGE) Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Pour en savoir plus sur le PGE • Pour obtenir l'attestation de demande de PGE avec un numéro unique auprès de Bpifrance 	<ul style="list-style-type: none"> • Le prêt peut représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019 (25 % du CA HT 2019), ou 2 années de masse salariale pour les entreprises innovantes ou créées depuis le 1^{er} janvier 2019. • La garantie est de 90 % pour les entreprises de moins de 5000 salariés et de moins de 1,5 Md€ de CA. Pour les entreprises de taille plus importante, la part du prêt garantie par l'État est de 70 % ou de 80 %. • Le coût de la garantie est fixé par l'état et les banques, par la voix du président de la fédération bancaire française, se sont engagées à octroyer à « prix coûtant » les prêts garantis par l'État. • Le remboursement des intérêts et de la commission de garantie est exigée à la fin de la première année ; • Deux à quatre mois avant la date anniversaire de souscription du PGE, les chefs d'entreprise sont invités à étudier avec leurs banquiers les modalités de remboursement souhaitées : l'entreprise doit décider de rembourser le prêt ou de l'amortir sur une durée de 1, 2, 3, 4 ou 5 ans. Elle peut également demander un décalage d'un an supplémentaire de l'amortissement du capital, en restant dans une durée totale de prêt de 6 ans. Cette demande sera systématiquement acceptée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les entreprises et tous les professionnels, quels que soient leur taille, leur activité et leur statut juridique (PME, ETI, agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales, entreprise innovante, micro-entrepreneur, association, fondation...). • Le PGE sera commercialisé par les banques jusqu'en juin 2021 (au lieu de décembre 2020 précédemment).
Banques	PGE saison Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Pour en savoir plus sur le PGE saison 	Pour une même entreprise, il permet de substituer au plafond s'appliquant normalement aux PGE (voir ci-dessus), un plafond calculé comme la somme des 3 meilleurs mois de chiffre d'affaires du dernier exercice clos.	Il est ouvert aux secteurs liés au tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'événementiel, du sport, du loisir et de la culture, qui ont été durement touchés par l'interruption d'activité liée à l'application des mesures sanitaires.

Prêts de l'État pour les entreprises en difficulté			
CODEFI	Prêts bonifiés et avances remboursables Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Fiche sur les prêts à taux bonifié • Fiche sur les avances remboursables 	<p>Dispositif discrétionnaire d'intervention doté de 500 M€. Il est activé à l'initiative des CODEFI. Il a vocation à être utilisé lorsque le recours au PGE est impossible et que les plans d'apurement du passif fiscal et social sont insuffisants pour permettre le retournement. L'éligibilité au dispositif est soumise à certaines conditions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Destiné aux entreprises « stratégiques » de 50 à 250 salariés, ayant des difficultés à obtenir un PGE et dont les plans d'apurement du passif fiscal et social sont insuffisants pour permettre le retournement. • Les montants des avances remboursables sont plafonnés 800 000 euros dans la limite de 25 % du chiffre d'affaires 2019 constaté, ou du dernier exercice clos. • Les montants des prêts bonifiés sont limités à 25 % du CA 2019 constaté, ou du dernier exercice clos.
CODEFI	Prêts FDES	Dispositif d'intervention activé par les CODEFI, doté de 1 Md€, qui a vocation à accompagner les restructurations financières et opérationnelles d'entreprises en difficulté aux côtés de financeurs privés.	Principalement pour les entreprises en difficulté de +250 salariés (ETI) .
CODEFI	Prêts participatifs exceptionnels de l'État pour les entreprises n'ayant pas obtenu de PGE Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Fiche sur les prêts participatifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Prêt participatif de 10 000 à 50 000 euros destiné à permettre aux entreprises à la fois de reconstituer un volant de trésorerie et améliorer leur structure de bilan : prêts « junior », à rembourser en 7 ans au taux de 3,5 %. • Les entreprises concernées doivent se rapprocher des CODEFI de leur département. Après examen du dossier et pré-décision par le CODEFI, l'entreprise pourra finaliser sa demande simplifiée de prêt participatif sur une plateforme en ligne. 	<ul style="list-style-type: none"> • TPE et PME de moins de 50 salariés n'ayant pas obtenu de PGE, et justifiant de perspectives réelles de redressement de l'exploitation. • Prêts accessibles jusqu'en juin 2021 (au lieu de décembre 2020).
Dispositif d'aide à la gestion de la trésorerie			
Factor/société d'affacturage	Garantie du financement des commandes par l'État Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • FAQ sur le recours à l'affacturage 	<ul style="list-style-type: none"> • Le financement de commandes, garanti par l'État, consiste à ce que le factor, dans le cadre d'un contrat d'affacturage « augmenté », avance la mise à disposition des fonds, pour que son client les obtienne dès le moment où il accepte une commande ferme plutôt qu'au moment de l'émission de la facture en paiement de cette commande, ce qui lui fait gagner plusieurs semaines de trésorerie. • Dans le cadre de ce nouveau dispositif, le financement reste octroyé par le factor, et non l'État. En conséquence, le factor reste libre d'accorder ou de refuser tout contrat et tout financement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les entreprises, avec une attention particulière pour les TPE et PME dans les secteurs : <ul style="list-style-type: none"> - de l'industrie ; - du commerce de gros ; - du bâtiment, construction, et travaux publics ; - plus généralement dans les filières confrontées à des creusements de leur besoin en fonds de roulement avec la reprise de l'activité, ainsi qu'à la problématique des délais de paiement. • Pour rappel, les factors sont libres d'accepter ou refuser l'octroi du dispositif aux entreprises. • Sont exclues, à l'instar du PGE, les établissements de crédit et sociétés de financement ainsi que les entreprises qui faisaient l'objet d'une procédure collective au 31 décembre 2019 et qui n'en étaient pas sorties au moment de la mise en place du nouveau financement garanti.

Dispositifs Bpifrance

<p>Bpifrance</p>	<p>Fonds de garantie « Ligne de Crédit Confirmée »</p> <p>Ressources utiles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contact Bpifrance <p>Pour obtenir une garantie Bpi, s'adresser à sa banque.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La garantie peut être portée à 90 %. • Si la cotation FIBEN correspond à 0, non noté, et de 3++ à 4, la commission est de 1,25 %. • Si la cotation FIBEN est comprise entre 5+ à 9, la commission est 2,50 %. • La commission s'applique sur le montant de la ligne accordée par application du taux annuel indiqué. • Plafond de risques maximum (encours toutes banques confondues) : <ul style="list-style-type: none"> - 5 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les PME ; - 30 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les ETI. 	<p>Peuvent bénéficier de ce fonds les PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI), quelle que soit leur date de création. Par dérogation à la définition européenne des PME, sont éligibles à ce dispositif spécifique toutes les PME ou ETI, quel que soit le niveau de détention de leur capital par une ou plusieurs sociétés de capital-risque ou de capital investissement.</p>
<p>Bpifrance</p>	<p>Fonds Garantie Trésorerie</p> <p>Ressources utiles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contact Bpifrance <p>Pour obtenir une garantie Bpi, s'adresser à sa banque</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La garantie peut être portée jusqu'à 90 %. • Pour les PME : <ul style="list-style-type: none"> - la quotité maximum est de 90 % ; - la commission est de 1,25 %. • Pour les ETI : <ul style="list-style-type: none"> - la quotité maximum est de 90 % ; - si la cotation FIBEN correspond à 0, non noté et de 3++ à 4, la commission est de 1,25 % ; - si la cotation FIBEN est comprise entre 5+ à 9, la commission est de 2,50 %. • Plafond de risques maximum (toutes banques confondues) : <ul style="list-style-type: none"> - 5 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les PME ; - 30 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les ETI. • Peuvent être garantis les nouveaux financements amortissables (crédit ou crédit-bail), à moyen ou long terme. La durée de la garantie, égale celle du crédit, est comprise entre 2 et 7 ans. Elle peut être portée à 15 ans maximum lorsque le crédit est assorti d'une sûreté sur un actif immobilier ou en cas de cession bail immobilière. 	<p>Elle s'adresse aux TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires (ETI) quelle que soit leur date de création. Par dérogation à la définition européenne des PME, sont éligibles à ce dispositif spécifique toutes les PME ou ETI, quel que soit le niveau de détention de leur capital par une ou plusieurs sociétés de capital-risque ou de capital investissement.</p>

Bpifrance	Prêt Atout Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Plus d'informations sur le Prêt Atout • Obtenir le Prêt Atout 	<ul style="list-style-type: none"> • Le prêt Atout de Bpifrance est un crédit sans garantie, d'un montant de 50 000 à 5 000 000 € pour les PME, et jusqu'à 30 000 000 € pour les ETI. • Il est octroyé sur une durée de 3 à 5 ans, avec un différé d'amortissement en capital jusqu'à 12 mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • TPE, PME, ETI qui « traversent un moment difficile lié à la crise sanitaire de COVID-19 ». • Ce prêt financera : <ul style="list-style-type: none"> - un besoin de trésorerie ponctuel ; - une augmentation exceptionnelle du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), lié à la conjoncture. • Tous les secteurs d'activité sont concernés, sauf exclusions (les SCI, les entreprises d'intermédiation financière, les entreprises de promotion et de locations immobilières, les entreprises agricoles ayant un CA inférieur à 750 000 €, et les entreprises en difficulté).
Bpifrance	Prêt Rebond Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Plus d'informations sur le Prêt Rebond • Obtenir le Prêt Rebond 	<ul style="list-style-type: none"> • Le montant du prêt rebond est variable selon les régions. • Il est plafonné à celui des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise, emprunteur, (y compris les apports) avec un minimum de 10 000 € et un maximum de 300 000 €. • La durée de l'amortissement est de 7 ans, dont 2 ans de différé d'amortissement en capital. • Le taux fixe préférentiel peut varier selon les régions. 	Sont concernées par le Prêt Rebond les PME de 12 mois d'activité minimum et tous secteurs d'activité, sauf exclusions (les SCI, les entreprises d'intermédiation financière, les entreprises de promotion et de locations immobilières, les entreprises agricoles ayant un CA inférieur à 750 000 €).
Bpifrance	Fonds de renforcement des PME (FRPME)	Le FRPME intervient, entre 0,5 et 5 M€, en capital développement sous la forme principalement d'Obligations à Bon de Souscription d'Actions (OBSA) sur des opérations de : <ul style="list-style-type: none"> - financement de Besoin en fonds de Roulement (BFR) ; - renforcement ou de restructuration de haut de bilan. 	PME ou petites Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) , industrielles ou de services, réalisant au moins 5 M€ de chiffre d'affaires. <ul style="list-style-type: none"> • Voir la liste des activités éligibles
Bpifrance	French Tech Bridge	Financements pouvant aller de 100 000 € à 5 M€ et prenant la forme d'Obligations Convertibles (OC), avec un accès possible au capital, et devant être co-financés par des investisseurs privés.	Start-up de moins de 8 ans dont l'activité est impactée par le COVID-19 et qui n'ont ni l'État ni Bpifrance dans leur capital.

ACTIVITÉ PARTIELLE

	Activité partielle de droit commun jusqu'au 28 février 2021	Activité partielle de droit commun à compter du 1 ^{er} mars 2021 (selon des projets de textes)	Activité partielle de longue durée du 01 juillet 20 au 03 juin 2022
Déclenchement	Décision unilatérale + autorisation administrative	Décision unilatérale + autorisation administrative	Accord d'entreprise ou de branche + validation par la DIRECCTE
Durée	12 mois renouvelables (maximum 36 mois avec engagements)	3 mois renouvelables (maximum 6 mois)	6 mois renouvelables (maximum 2 ans)
Indemnité versée au salarié	70 % du salaire brut	<ul style="list-style-type: none"> • Règle générale : 60 % du salaire brut (plafond 4,5 SMIC) • Exceptions : 70 % du salaire brut en cas de secteurs protégés, fermetures administratives, établissements situés dans une circonscription territoriale soumise à restrictions, zone de chalandise d'une station de ski 	70 % du salaire brut (plafond 4,5 SMIC)
Allocation versée à l'employeur	<ul style="list-style-type: none"> • Règle générale : 85 % de l'indemnité versée (60 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC). • Exceptions : 100 % de l'indemnité versée (70 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC) pour : <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs en annexes 1 et 2 du décret du 29 juin 2020 ; - les fermetures administratives, établissements situés dans une circonscription territoriale soumise à restrictions, zone de chalandise d'une station de ski. 	<ul style="list-style-type: none"> • Règle générale : 60 % de l'indemnité versée (36 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC) • Exceptions : <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'au 31 mars 2021 : 85 % de l'indemnité versée (60 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC) pour les secteurs listés en annexes 1 et 2 du décret du 29 juin 2020 si baisse de CA de moins de 80 % ; - jusqu'au 30 juin 2021 : 100 % de l'indemnité versée (70 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC) pour : <ul style="list-style-type: none"> . les secteurs des annexes 1 et 2 si baisse de CA de 80 %, . les fermetures administratives, les établissements situés dans une circonscription territoriale soumise à restrictions, zone de chalandise d'une station de ski. 	<ul style="list-style-type: none"> • Règle générale : 85 % de l'indemnité versée (60 % du salaire brut/plafond 4,5 SMIC). • Depuis le 1^{er} novembre 2020, exception pour les entreprises bénéficiant d'un taux dérogatoire plus favorable.
Engagements en termes d'emploi	Non obligatoire (sauf en cas de renouvellement)	Non obligatoire (sauf en cas de renouvellement)	L'accord définit les engagements en termes d'emploi.

FONDS DE SOLIDARITÉ VOLET 1 – DGFIP

Critères d'accès au fonds de solidarité pour le mois de novembre 2020

Nombre de salariés	Perte de CA (1 ^{er} - 30 novembre 2020)	Secteur d'activité	Perte de CA pendant le 1 ^{er} confinement (15 mars - 15 mai 2020)	Montant subvention en novembre 2020
≤ 50 salariés	-	Entreprises interdites au public entre le 1 ^{er} et le 30 novembre 2020	-	Jusqu'à 10 000 €
	Perte ≥ 50 %	Annexe 1	-	Jusqu'à 10 000 €
		Annexe 2	Perte ≥ 80 %	<ul style="list-style-type: none"> • Si la perte de CA est ≤ 1 500€, la subvention est égale à 100 % du CA • Si la perte de CA est > 1 500 €, la subvention est de minimum 1 500 € et s'élève jusqu'à 80 % du CA, dans la limite de 10 000 €
			Perte < 80 %	Jusqu'à 1 500 €
	Autres entreprises (non interdites au public et dont le secteur d'activité n'est ni en annexe 1 ni en annexe 2)	-	Jusqu'à 1 500 €	

À noter : Le formulaire destiné à bénéficier du fonds de solidarité au titre des pertes du mois de novembre 2020 est en ligne depuis le 4 décembre 2020 sur le [site web de la DGFIP](#). Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 31 janvier 2021.

Critères d'accès au fonds de solidarité pour le mois de décembre 2020 (hors annonces du 14 janvier 2021)

Nombre de salariés	Perte de CA (1 ^{er} -31 décembre 2020)	Secteur d'activité	Perte de CA pendant le 1 ^{er} confinement (du 15 mars au 15 mai 2020) ou le 2 ^e confinement (du 1 ^{er} au 30 novembre 2020)	Perte de CA (1 ^{er} -31 décembre 2020)	Montant subvention en décembre 2020
Pas de seuil	/	Entreprises interdites au public entre le 1 ^{er} et le 31 décembre 2020.	/	/	Montant de perte de CA, jusqu'à 10000 € Ou une indemnisation de 20 % du CA mensuel dans la limite de 200000€.
		Annexe 1	/	Perte ≥ 70 %	Montant de perte de CA, jusqu'à 10000 € Ou une indemnisation de 20 % de leur CA mensuel dans la limite de 200000€.
≤ 50 salariés	Perte ≥ 50 %	Annexe 2	Perte ≥ 80 %	Perte ≥ 50 %	<ul style="list-style-type: none"> • Si la perte du CA est ≤ 1 500 €, la subvention est également à 100 % du CA • Si la perte du CA est > 1 500 €, la subvention est minimum 1 500 € et s'élève à 80 % de la perte du CA, dans la limite de 10000 €
			Perte < 80 %		Montant de perte de CA, jusqu'à 1 500 €
	Autres entreprises (non interdites au public et dont le secteur d'activité n'est ni en annexe 1 ni en annexe 2).	/	Montant de perte de CA, jusqu'à 1 500 €		

Le formulaire destiné à bénéficier du fonds de solidarité au titre des pertes du mois de décembre 2020 est en ligne depuis le 15 janvier 2021 sur le [site web de la DGFiP](#). Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 28 février 2021.

Cas particuliers :

- **entreprises d'un secteur S1 bis subissant une perte de chiffre d'affaires de plus de 70 % en décembre 2021** : à ce stade, le formulaire mis en ligne le vendredi 15 janvier intègre uniquement le dispositif prévu par le décret n°2020-1620 du 19 décembre 2020. Par conséquent, le formulaire ne prend pas encore en compte le dispositif suivant : « Entreprises du secteur S1 bis, quelle que soit leur taille, perdant au moins 70 % de leur chiffre d'affaires et qui peuvent bénéficier d'une aide couvrant 20 % de leur chiffre d'affaires 2019 dans la limite de 200000 euros ». Cette mesure fera l'objet d'un formulaire dédié qui sera mis en ligne ultérieurement ;
- **commerces dans les stations de ski** : les entreprises de moins de 50 salariés (seuil qui s'apprécie au niveau du groupe) domiciliées dans une commune mentionnée à l'annexe 3 du décret du 30 décembre n°2020-1770 modifiant le décret du 30 mars n° 2020-371 et dont le secteur d'activité relève du commerce de détail (exception des automobiles et des motocycles) ou de location des biens immobiliers résidentiels (= commerce dans les stations de ski) bénéficient d'un régime spécifique compensant leur perte de chiffre d'affaires pouvant aller jusqu'à 10000 € plafonnée à 80 % de la perte enregistrée sur décembre 2020 lorsqu'elle excède 1 500 €. Le formulaire spécifique à ces entreprises sera mis en ligne prochainement : si vous êtes concernés par ce régime, il est vivement conseillé d'attendre la mise en ligne de ce formulaire spécifique afin d'éviter le rallongement des délais de traitement liés à l'instruction de deux demandes d'aides successives ;

- **discothèques** : les entreprises dont l'activité principale est exercée dans des établissements recevant du public du type P « salle de danse » rejoignent le dispositif de droit commun à compter des pertes de chiffre d'affaires du mois de décembre 2020.

Ressources utiles :

- [FAQ sur le fonds de solidarité](#) ;
- [Lien vers la page dédiée de la DGFIP](#) ;
- [Décret n°2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité](#) ;
- [Décret n°2020-1620 du 19 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité](#) ;
- [Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité](#) ;
- [Fonds de solidarité pour les entreprises, indépendants, entrepreneurs](#) ;
- [Les annonces de Bruno Le Maire du 14 janvier 2021](#) ;
- [Évolution du fonds de solidarité au 1er décembre 2020](#).

REPORT ET EXONÉRATIONS DE CHARGES

EXONÉRATIONS DE CHARGES SOCIALES

Opérateur	Mesure	Descriptif de la mesure	Entreprises concernées
URSSAF	<p>Exonération des charges patronales et crédit de charges patronales et salariales URSSAF</p> <p>Ressources utiles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 9 de la LFSS pour 2021 • Projet de décret relatif à l'application des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs prévues par l'article 9 de la LFSS pour 2021. 	<p>L'exonération est applicable pendant 4 mois jusqu'au 31 décembre 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les cotisations dues au titre des périodes d'emploi courant à compter du 1^{er} septembre 2020 pour les entreprises qui ont connu une fermeture ou une restriction de leur activité dans les zones de couvre-feu ou d'alerte renforcée ou à compter ; - pour les cotisations dues au titre des périodes d'emploi courant à compter du 1^{er} octobre 2020 pour les entreprises affectées par le reconfinement annoncé par le Président de la République le 28 octobre 2020 et pour les employeurs établis dans les départements d'outre-mer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Employeurs de moins de 250 salariés des secteurs S1 et S1 bis : <ul style="list-style-type: none"> - qui font l'objet de mesures d'interdiction d'accueil du public, à l'exception des activités de livraison, de retrait de commande ou de vente à emporter, prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Les fermetures volontaires ne sont donc pas visées ; - ou, qui ont constaté, au titre du mois suivant celui au titre duquel l'exonération est applicable, une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 50 % par rapport à la même période de l'année précédente. • Employeurs de moins de 50 salariés qui exercent leur activité principale dans d'autres secteurs que ceux des S1 et S1 bis et qui font l'objet d'une interdiction d'accueil du public affectant de manière prépondérante la poursuite de leur activité, à l'exception des activités de livraison, de retraite de commande ou de vente à emporter.

REPORT DES ÉCHÉANCES SOCIALES

Opérateur	Mesure	Descriptif de la mesure	Entreprises concernées
URSSAF et Agirc-Arrco	Report des charges salariales et patronales dues à l'URSSAF et à l'Agirc-Arrco sans application des majorations et pénalités de retard.	<ul style="list-style-type: none"> • Applicable pour les échéances des 5 et 15 février 2021. • Demande préalable à formuler sur son compte en ligne. Demande tacitement acceptée en l'absence de réponse de l'URSSAF dans les 48 heures. 	Les employeurs qui connaissent une fermeture ou une restriction directe ou indirecte de leur activité du fait des mesures décidées par les pouvoirs publics.

Ressources utiles :

Communiqué de presse de l'ACOSS du 26 janvier 2021

www.diff_2024071260121124208.pdf (datapressepremium.com)

REPORT DES ÉCHÉANCES FISCALES

Opérateur	Mesure	Descriptif de la mesure	Entreprises concernées
DGFIP	Délais de paiement des impôts directs Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Annonces de Bruno Le Maire du 20 octobre 2020 • Foire aux questions sur les reports d'échéances fiscales • Délais de paiement d'échéances sociales et/ou fiscales (URSSAF, impôts directs) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises peuvent solliciter leur service des impôts des entreprises (SIE) pour demander des délais de paiement de leurs impôts directs (hors TVA et prélèvements à la source). • Les demandes seront examinées au cas par cas. • De plus, comme annoncé le 12 octobre, l'échéance de taxe foncière due par les entreprises propriétaire-exploitantes de leur local commercial ou industriel est reportée de 3 mois, sur simple demande. 	Toutes entreprises ayant des difficultés dues à la crise sanitaire.

LA PRISE EN CHARGE DES LOYERS

Opérateur	Mesure	Descriptif de la mesure	Entreprises locataires concernées
DGFIP	Crédit d'impôt pour inciter les bailleurs à annuler une partie de leurs loyers Ressources utiles <ul style="list-style-type: none"> • Report du paiement des loyers et factures (eau, gaz, électricité) 	<ul style="list-style-type: none"> • Tout bailleur, qui consent à des abandons ou renoncations définitifs de loyers échus au titre du mois de novembre, pourra bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 50 % de la somme totale des abandons ou renoncations de loyers. • Pour les locataires dont l'effectif est supérieur à 250 salariés, l'assiette du crédit d'impôt est plafonnée aux deux tiers du montant du loyer mensuel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Loyers dus par les entreprises locataires de moins de 5000 salariés fermées administrativement ou appartenant au secteur hôtellerie, cafés, restauration, culture, événementiel, sport (liste S1). • avoir un effectif de moins de 5000 salariés. (lorsque l'entreprise locataire contrôle ou est contrôlée par une autre personne morale, l'ensemble des salariés est pris en compte pour le calcul de l'effectif).